



# Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> février 2021  
Français  
Original : anglais

## Commission de la population et du développement

### Cinquante-quatrième session

19-23 avril 2021

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire\*

### Débat général

## Population, sécurité alimentaire, nutrition et développement durable

### Rapport du Secrétaire général

#### Résumé

La Commission de la population et du développement devait aborder le thème spécial « Population, sécurité alimentaire, nutrition et développement durable » à sa cinquante-troisième session, qui était prévue pour 2020. La rédaction du rapport du Secrétaire général sur la population, la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement durable (E/CN.9/2020/2) a été achevée en janvier 2020 dans le cadre des préparatifs de cette session. Cependant, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la Commission n'a pas pu tenir sa session officielle à la fin du mois de mars 2020. Elle a donc indiqué, dans sa décision 2020/101, que l'examen complet du thème de la session serait reporté à la cinquante-quatrième session, qui se tiendra en 2021.

Le présent rapport met à jour et étoffe les informations figurant dans le document E/CN.9/2020/2. Il contient entre autres de nouvelles données sur la sécurité alimentaire et la nutrition et des analyses plus récentes portant notamment sur la difficulté de transformer les systèmes alimentaires en tenant compte des ressources limitées de la planète et en réduisant les problèmes de santé associés aux modes d'alimentation actuels. Il met aussi davantage l'accent sur l'interaction entre les tendances démographiques, la transformation de l'agriculture et les moyens de subsistance. Il met enfin en évidence les effets observés et attendus de la pandémie de COVID-19.

\* E/CN.9/2021/1.



## I. Introduction

1. Les enjeux de population, et notamment les efforts visant à créer des systèmes alimentaires durables et équitables, représentent la clé de voûte du développement durable. Les tendances démographiques, à savoir la croissance démographique, l'urbanisation, l'évolution de la pyramide des âges, les changements en matière de santé et de mortalité, l'exode rural et la migration internationale, sont étroitement liées à de nombreuses facettes des systèmes alimentaires. En outre, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement met pertinemment l'accent sur les droits individuels et le développement humain, en particulier ceux des femmes et des filles, ainsi que sur les modes de consommation et de production durables. Si l'on souhaite élargir les débats menés par la communauté internationale sur la faim, la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires en 2021, notamment dans le cadre du forum politique de haut niveau sur le développement durable, du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et du sommet Nutrition pour la croissance, il faudra développer une compréhension fondée sur des données probantes des liens qui existent entre les tendances démographiques, d'une part, et les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition, d'autre part, et élaborer des réponses politiques pertinentes.

2. À maints égards, les systèmes alimentaires actuels ne répondent pas aux besoins des populations et ne respectent pas la planète. Les populations sont exposées à de multiples formes de malnutrition qui se chevauchent, à savoir la dénutrition, les carences en micronutriments, l'obésité et les maladies non transmissibles. Les effets des systèmes alimentaires sur l'environnement comprennent les émissions de gaz à effet de serre, la dégradation des terres, l'utilisation de l'eau, le recours excessif à des intrants chimiques, la perte de biodiversité et l'émergence de zoonoses. Ces effets compromettent à leur tour l'avenir de la production alimentaire. On estime que les moyens de subsistance d'environ 4,5 milliards de personnes dans le monde sont liés aux systèmes alimentaires<sup>1</sup>. Trop souvent, les travailleurs des systèmes alimentaires sont eux-mêmes touchés par la pauvreté et la faim. La maladie à coronavirus a mis en évidence les lacunes de ces systèmes, exacerbé les inégalités et les vulnérabilités, aggravé les situations d'urgence humanitaire et ajouté à certains problèmes, comme les phénomènes climatiques graves et les invasions de ravageurs.

3. L'objectif de développement durable visant à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable (objectif 2) n'est pas le seul objectif énoncé dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui concerne les systèmes alimentaires. Seuls les liens avec les objectifs de développement durable portant sur la pauvreté (objectif 1), la santé (objectif 3), l'égalité des sexes (objectif 5), l'emploi (objectif 8), les inégalités (objectif 10), les villes durables (objectif 11), les modes de production et de consommation durables (objectif 12) et l'action climatique (objectif 13) sont examinés dans le présent rapport, mais il convient de préciser que les systèmes alimentaires sont liés à l'ensemble des objectifs.

4. Dans le présent rapport, la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement durable sont examinés dans le contexte de l'évolution démographique mondiale. Selon les projections de l'ONU, la population mondiale devrait passer de 7,8 milliards d'habitants en 2020 à 9,7 milliards en 2050<sup>2</sup>. Les tendances démographiques actuelles et futures varient considérablement d'une région à l'autre, la croissance la plus rapide

<sup>1</sup> ONU, « Note de synthèse : l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition », juin 2020 ; A/75/189.

<sup>2</sup> Scénario médian ; voir ONU, The 2019 Revision of the World Population Prospects Population database: <https://population.un.org/wpp/>.

étant prévue en Afrique subsaharienne, et la plus lente en Asie et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. La croissance combinée de l'Europe et de l'Amérique septentrionale devrait quant à elle rester relativement inchangée.

5. La tendance démographique mondiale est au vieillissement : le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus devrait passer de 727 millions en 2020 à 1 milliard en 2030, puis à 1,5 milliard en 2050. Pour préparer l'avenir, il faudra, en plus d'accompagner un nombre croissant de personnes âgées, investir de manière soutenue pour assister les quelque 1,4 milliard d'enfants qui naîtront entre 2020 et 2030 et les 1,2 milliard de jeunes de 15 à 24 ans qui s'appêtent à entrer dans la vie adulte.

6. Plus de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui dans des zones urbaines, proportion qui devrait atteindre les deux tiers environ d'ici à 2050. Cette tendance mondiale a des répercussions importantes sur la sécurité alimentaire des citadins, le développement agricole et les moyens de subsistance des populations rurales.

7. En 2020, le nombre de migrants internationaux dans le monde a atteint près de 281 millions<sup>3</sup>, et des centaines de millions d'autres personnes ont migré à l'intérieur de leur pays de naissance. Dans de nombreux pays, les migrants deviennent des travailleurs agricoles et jouent donc un rôle essentiel dans le système alimentaire. À l'échelle mondiale, le nombre de personnes déplacées d'un pays à l'autre a atteint 34 millions<sup>4</sup> en 2019. Quant au nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en raison de la violence et des conflits, il est passé à 46 millions. La survie de millions de personnes déplacées dépend de l'aide alimentaire.

## II. Sécurité alimentaire, nutrition et santé de la population<sup>5</sup>

### A. État de la sécurité alimentaire et de la nutrition

#### *Sécurité alimentaire*

8. En dépit des progrès réalisés ces dernières décennies dans la réduction du nombre de personnes sous-alimentées et de la prévalence de la sous-alimentation, plus de 690 millions de personnes, soit 8,9 % de la population mondiale, étaient sous-alimentées en 2019<sup>6</sup>. En outre, après avoir baissé de manière constante pendant plus de dix ans, le nombre de personnes sous-alimentées est reparti à la hausse depuis 2014 et se retrouve maintenant aux niveaux observés en 2008-2009 (figure I). Les efforts déployés dans le monde pour lutter contre la sous-alimentation ont été entravés par de nombreux éléments, notamment les ralentissements économiques, les conflits armés, les situations d'urgence humanitaire, les épidémies et les invasions de ravageurs, ainsi que par les effets néfastes des changements climatiques, notamment la sécheresse et les phénomènes météorologiques extrêmes. En général, la sous-alimentation est étroitement liée à la pauvreté, aux inégalités et à l'exclusion sociale. C'est en Afrique que s'observe la plus forte prévalence de sous-alimentation : celle-ci touche en effet un cinquième de la population (plus de 250 millions de personnes).

<sup>3</sup> *International Migration 2020 Highlights* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.20.XIII.23).

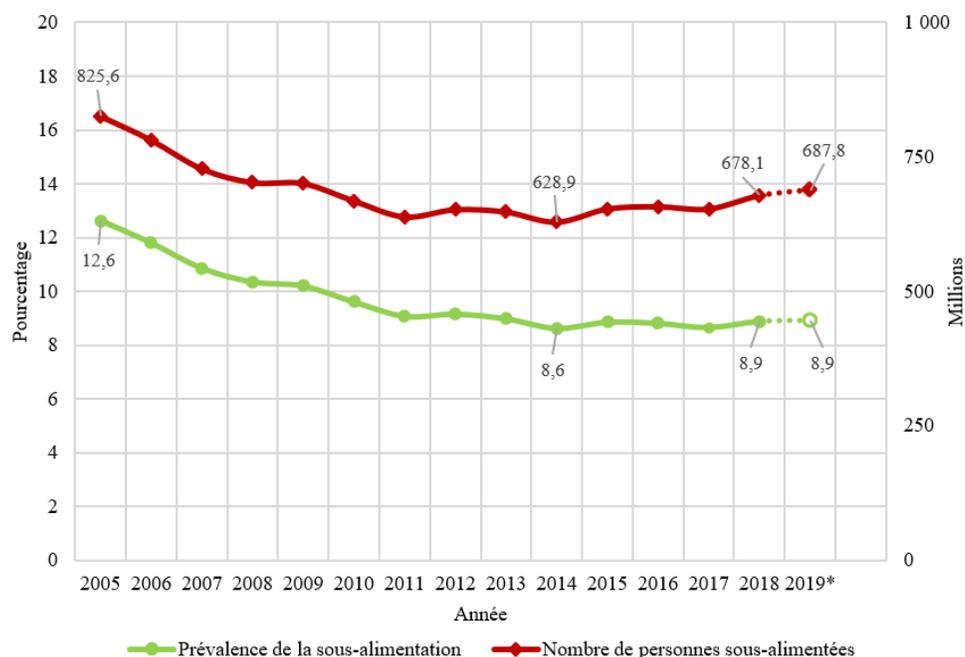
<sup>4</sup> Le total comprend 26,0 millions de réfugiés et 4,2 millions de demandeurs d'asile. Source : HCR, *Global Trends: Forced Displacement in 2019* (Genève, 2020).

<sup>5</sup> Cette section se fonde sur FAO *et al.*, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable* (Rome, 2020).

<sup>6</sup> Cette estimation est basée sur de nouvelles données, et notamment sur des données recueillies dans le cadre d'enquêtes auprès des ménages réalisées dans 13 pays, dont la Chine.

L'Asie abrite 381 millions de personnes sous-alimentées, ce qui correspond à une proportion de 8,3 % de la population. Les huit crises alimentaires mondiales les plus graves (qui sévissent actuellement en Afghanistan, en Éthiopie, au Nigéria, en République démocratique du Congo, au Soudan, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen) sont toutes liées à la fois à des conflits et à des chocs climatiques et ont été aggravées par la pandémie de COVID-19<sup>7</sup>.

Figure I  
Nombre et pourcentage de personnes sous-alimentées dans le monde, 2005-2019



Source : Adapté de la figure 1 du document de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et al., *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*.

Note : Les données de 2019 sont des projections.

#### Encadré 1

##### Définitions

La sécurité alimentaire est définie comme une situation dans laquelle tous les êtres humains disposent, à tout moment, d'une nourriture suffisante, saine et nutritive qui répond à leurs besoins et préférences alimentaires, pour une vie active et saine. Elle suppose que les aliments sont *disponibles* physiquement, qu'ils sont *accessibles*, garantis par des conditions économiques et sociales favorables, qu'ils sont *utilisés* comme il convient et que ces trois facteurs sont *stables*.

Une alimentation saine est une sélection équilibrée, diversifiée et appropriée d'aliments consommés sur une certaine période de temps. Elle protège contre toutes les formes de malnutrition, ainsi que contre les maladies non transmissibles, et garantit que les besoins en macronutriments (protéines, graisses et glucides, y compris les fibres

<sup>7</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires, *Global Humanitarian Overview 2020*, disponible à l'adresse suivante : [www.unocha.org/sites/unocha/files/GHO-2020\\_v9.1.pdf](http://www.unocha.org/sites/unocha/files/GHO-2020_v9.1.pdf).

alimentaires) et en micronutriments essentiels (vitamines, minéraux et oligoéléments) sont satisfaits en fonction du sexe, de l'âge, du niveau d'activité physique et de l'état physiologique de la personne.

Sources : FAO et al., *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020* ; <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/healthy-diet>.

9. D'après de nouvelles projections réalisées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la prévalence de la sous-alimentation en Afrique pourrait passer de 19,1 % en 2019 à 25,7 % en 2030 si l'aggravation de la faim se poursuit au rythme observé récemment. La sous-alimentation a bien diminué en Asie, mais le rythme actuel ne permettra pas d'atteindre l'objectif fixé pour 2030. Ces projections ne tiennent pas compte des répercussions de la pandémie de COVID-19. D'après les premières estimations, 83 à 132 millions de personnes supplémentaires dans le monde pourraient souffrir de la faim en 2020 à cause de la pandémie. De plus, même si une reprise se produit en 2021, on s'attend à ce que le problème de la faim soit plus grave à l'avenir que ce que prévoyait le scénario de référence, qui ne tient pas compte de la pandémie.

10. En 2019, environ 746 millions de personnes dans le monde ont souffert d'une grave insécurité alimentaire et 1,3 milliard de personnes, d'une insécurité alimentaire modérée<sup>8</sup>. En Afrique, plus de 50 % de la population a connu une insécurité alimentaire modérée ou grave. À l'échelle mondiale, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. Des écarts significatifs ont en effet été constatés presque tous les ans pendant la période allant de 2014 à 2019 dans les données sur l'Afrique et l'Amérique latine. De façon générale, l'écart est plus important dans les couches les moins éduquées et les plus pauvres de la population ainsi que dans les milieux urbains.

#### *Nutrition*

11. Le monde n'est pas en voie d'atteindre les cibles mondiales en matière de nutrition. La prévalence mondiale de l'hypotrophie nutritionnelle (faible rapport taille-âge chez les enfants de moins de 5 ans) a diminué d'un tiers entre 2000 et 2019, année où elle s'est établie à 21,3 %, ce qui correspond à 144 millions d'enfants. Les progrès enregistrés sont cependant largement insuffisants pour atteindre les cibles mondiales. Sur dix enfants souffrant d'un retard de croissance dans le monde, neuf vivent en Afrique et en Asie. On estime que les niveaux moyens de retard de croissance sont plus de deux fois plus élevés chez les enfants des ménages les plus pauvres (43,6 %) que chez ceux des ménages les plus riches (18,6 %)<sup>9</sup>.

12. L'émaciation (poids trop faible par rapport à la taille chez les enfants de moins de 5 ans) est un indicateur de malnutrition aiguë. À l'échelle mondiale, 6,9 % des enfants de moins de 5 ans souffraient d'émaciation en 2019, un taux supérieur à la cible mondiale pour 2025, qui est de moins de 5 %. Plus de la moitié de ces enfants vivaient en Asie du Sud.

13. En 2015, environ 14,6 % des bébés nés dans le monde présentaient une insuffisance pondérale à la naissance. Les taux observés variaient cependant

<sup>8</sup> On mesure la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave (estimation du nombre de personnes n'ayant pas accès à une alimentation nutritive et suffisante faute d'argent ou d'autres moyens) à l'aide de l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue, un indice qui s'appuie sur des enquêtes réalisées auprès des ménages ; voir FAO et al., *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*.

<sup>9</sup> Development Initiatives Poverty Research, *2020 Global Nutrition Report: Action on Equity to End Malnutrition* (Bristol, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 2020).

considérablement d'une région à l'autre (de 7,0 % en Amérique septentrionale et en Europe à 17,3 % en Asie). En 2016, une femme sur trois en âge de procréer (15-49 ans) dans le monde était atteinte d'anémie. La prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer en Afrique et en Asie était plus de deux fois supérieure à celle observée en Amérique septentrionale et en Europe. D'après les estimations, le taux mondial d'allaitement maternel exclusif a progressé : 44,1 % des nourrissons de moins de 6 mois ont été nourris exclusivement au sein en 2019, contre 37 % en 2012. Le monde est en bonne voie pour atteindre la cible qui consiste à porter cet indicateur à au moins 50 % d'ici à 2025, mais pas celle qui vise à augmenter le taux d'allaitement maternel exclusif à au moins 70 % d'ici à 2030.

14. Entre 2012 et 2019, la prévalence du surpoids chez les enfants de moins de 5 ans est passée de 5,3 % à 5,6 %, soit 38,3 millions d'enfants. La prévalence du surpoids et de l'obésité a augmenté rapidement depuis 2000 chez les enfants plus âgés, les adolescents et les adultes. En 2016, 20,6 % des enfants (5 à 9 ans), 17,3 % des adolescents (10 à 19 ans) et 38,9 % des adultes (18 ans et plus) étaient en surpoids dans le monde. La prévalence de l'obésité continue d'augmenter chez les adultes du monde entier : elle est passée de 11,7 % en 2012 à 13,2 % en 2016. Aucun pays n'est actuellement en voie de stopper la progression de l'obésité chez les adultes et d'ainsi atteindre la cible adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé en 2013.

## B. Régime et habitudes alimentaires et charge de morbidité

15. Différentes formes de malnutrition se combinent souvent. Parmi les pays disposant de données sur le retard de croissance chez les enfants, l'anémie chez les femmes en âge de procréer et le surpoids (obésité comprise) chez les femmes adultes, 124 ont récemment fait état de chiffres élevés pour au moins deux de ces formes de malnutrition<sup>10</sup>. Les régimes alimentaires malsains sont l'une des principales causes de la malnutrition. On assiste bien à une diversification des régimes alimentaires dans le monde<sup>11</sup>, mais les systèmes alimentaires actuels ne permettent pas aux populations d'adopter des régimes sains. Dans les contextes précaires où les ressources sont limitées, la principale difficulté réside dans l'accès à une quantité suffisante de nourriture, alors que dans les pays à revenu élevé, ce sont les facteurs sociaux, culturels et économiques qui, souvent, conduisent à des choix malsains.

16. L'augmentation des revenus et l'urbanisation sont deux facteurs importants qui expliquent les changements récemment observés dans les régimes alimentaires. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, la hausse des revenus a accru la demande d'aliments riches en nutriments (fruits, légumes, céréales complètes, viande, fruits de mer, produits laitiers et œufs, par exemple), mais elle a aussi fait augmenter encore plus rapidement la consommation d'aliments et de boissons transformées, qui ont tendance à être riches en calories mais pauvres en nutriments.

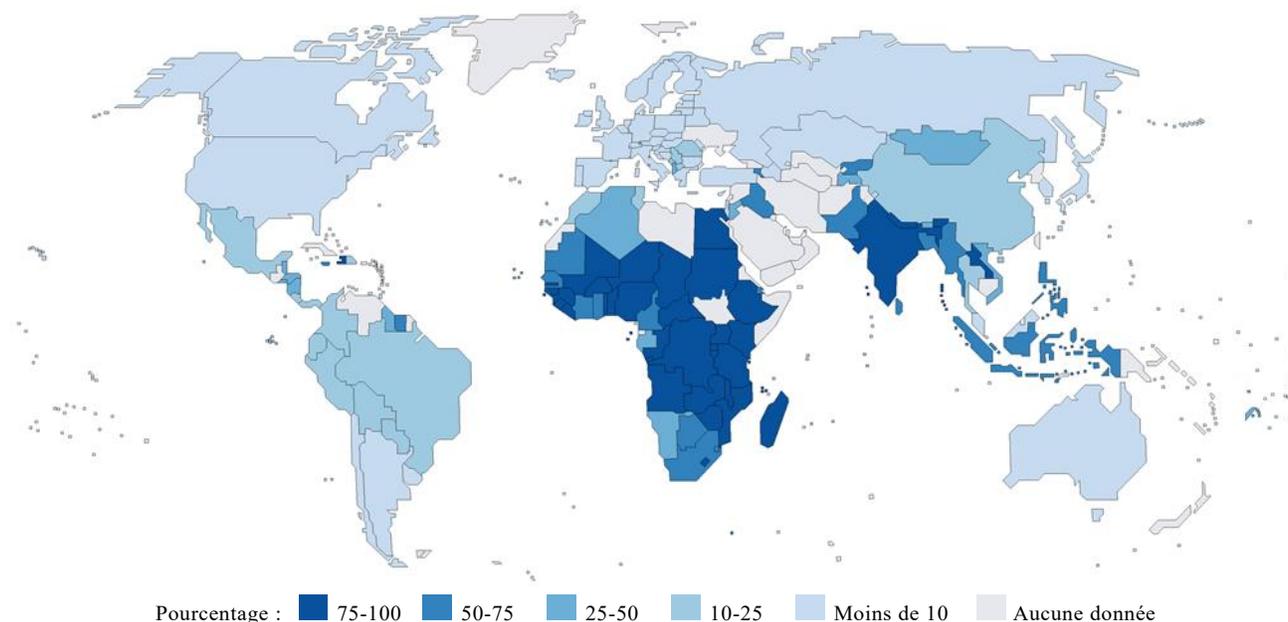
17. Si des millions de personnes dans le monde souffrent de faim, d'insécurité alimentaire et de malnutrition, c'est surtout parce qu'elles n'ont pas les moyens d'avoir un régime sain qui répondraient à leurs besoins alimentaires et nutritionnels. Dans de nombreux cas, le coût d'une alimentation saine dépasse le seuil international de pauvreté, établi à 1,90 dollar par jour en parité de pouvoir d'achat. Les estimations

<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> Michael Clark *et al.*, « The role of healthy diets in environmentally sustainable food systems », *Food and Nutrition Bulletin*, vol. 41, suppl. n° 2 (décembre 2020).

montrent que plus de trois milliards de personnes à travers le monde n'ont pas les moyens financiers de s'alimenter sainement (voir figure II)<sup>12</sup>.

Figure II  
Pourcentage de la population n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement<sup>a</sup>



Source : FAO et al., *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*.

<sup>a</sup> Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies. Le tracé définitif de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été arrêté. La ligne en pointillé reproduit approximativement le tracé de la ligne de contrôle au Jammu-et-Cachemire convenu par l'Inde et le Pakistan. Les parties ne se sont pas encore entendues sur le statut définitif du Jammu-et-Cachemire.

18. Les régimes alimentaires malsains causent désormais plus de décès et d'invalidité chez les adultes dans le monde que le tabagisme. En 2017, 11 millions de décès chez les adultes étaient attribuables à des facteurs de risque liés à l'alimentation. Les maladies cardiovasculaires étaient la principale cause de décès liés à l'alimentation, suivies par les cancers et le diabète de type 2. Une forte consommation de sodium et une faible consommation de céréales complètes et de fruits ont été les principaux facteurs de décès et d'invalidité liés à l'alimentation dans le monde<sup>13</sup>.

19. Les nourrissons et les jeunes enfants ont aussi une alimentation de mauvaise qualité. Seuls 19 % des enfants âgés de 6 à 23 mois dans le monde ont un régime alimentaire qui satisfait aux critères minimaux acceptables et la moitié seulement prennent le nombre minimum de repas recommandé. La dénutrition, y compris les effets conjugués du retard de croissance du fœtus dû à la dénutrition maternelle, de l'allaitement maternel sous-optimal, du retard de croissance, de l'émaciation et des

<sup>12</sup> Ce chiffre est calculé en partant de l'hypothèse que le coût d'un régime sain est inabordable lorsqu'il excède 63 % du revenu moyen estimé dans un pays donné, à savoir la part du revenu que l'on suppose être affectée à la nourriture. Voir FAO et al., *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*.

<sup>13</sup> Global Burden of Disease 2017 Diet Collaborators, « Health effects of dietary risks in 195 countries, 1990–2017: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2017 », *The Lancet*, vol. 393, n° 10184 (mai 2019).

carences en vitamine A et en zinc, est responsable d'environ 45 % des décès chez les enfants de moins de 5 ans<sup>14</sup>.

20. La dénutrition chronique peut retarder la maturation physique et prolonger la période de croissance des adolescents. Environ 12 millions d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans donnent naissance chaque année dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, et beaucoup se marient et tombent enceintes avant d'avoir atteint la maturité physique<sup>15</sup>. L'apport en nutriments est généralement insuffisant pour satisfaire les besoins de la mère et du fœtus, ce qui se traduit par une taille adulte moindre chez les jeunes mères. Les efforts visant à élargir l'accès à l'éducation, prévenir les mariages d'enfants, réduire les grossesses d'adolescentes et répondre aux besoins en matière de planification familiale peuvent contribuer à réduire les risques qui pèsent sur la santé des femmes et des enfants.

21. Les données sur la prévalence des carences en micronutriments sont très lacunaires. Les carences les plus préoccupantes, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, concernent le fer, le zinc, la vitamine A, le folate et l'iode, car ces besoins sont plus difficiles à combler sans une alimentation diversifiée. L'anémie, qui peut être causée par l'apport insuffisant d'un ou de plusieurs micronutriments, augmente les risques de mortalité maternelle et de retard de croissance du fœtus. L'anémie ferriprive est particulièrement fréquente chez les jeunes femmes au milieu et à la fin de l'adolescence<sup>16</sup>. Comme elles doivent consommer des aliments riches en fer, les adolescentes ont des besoins nutritionnels plus coûteux que ceux des autres membres du ménage et sont donc souvent désavantagées quand les ressources sont limitées<sup>17</sup>.

22. Une mauvaise nutrition pendant l'enfance peut entraîner l'émergence de maladies non transmissibles plus tard dans la vie. Les problèmes de santé liés à l'âge, comme la diminution du goût et de l'odorat, les problèmes dentaires ou la perte d'appétit, peuvent en outre nuire à l'apport nutritionnel. Les personnes âgées à mobilité réduite qui disposent d'un réseau social limité peuvent aussi avoir de la difficulté à obtenir des quantités suffisantes d'aliments nutritifs<sup>18</sup>. Les personnes âgées des pays à faible revenu, en particulier en Afrique, entrent dans le troisième âge après une vie de pauvreté et de privation marquée par un accès insuffisant aux soins de santé et par une alimentation généralement inadéquate, tant pour ce qui est de la quantité que de la qualité.

23. Le surpoids et l'obésité associés à l'évolution du secteur et des systèmes alimentaires ainsi qu'à la sédentarité contribuent aux maladies chroniques. Celles-ci augmentent à leur tour le risque de décès et d'invalidité ainsi que les coûts des soins de santé et sont synonymes de chômage et de pertes de revenus pour les ménages. En 2017, environ 8 % des décès dans le monde étaient imputables au surpoids et à l'obésité<sup>19</sup>.

<sup>14</sup> Robert E. Black *et al.*, « Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries », *The Lancet*, vol. 382, n° 9890 (août 2013).

<sup>15</sup> ONU, The 2019 Revision of the World Population Prospects Population database: <https://population.un.org/wpp/>.

<sup>16</sup> Nadia Akseer *et al.*, « Global and regional trends in the nutritional status of young people: a critical and neglected age group », *Annals of the New York Academy of Sciences*, vol. 1393, n° 1 (avril 2017).

<sup>17</sup> Indira Bose *et al.*, « The difficulty of meeting recommended nutrient intakes for adolescent girls », *Global Food Security*, vol. 28 (mars 2021).

<sup>18</sup> Julie Shlisky *et al.*, « Nutritional considerations for healthy aging and reduction in age-related chronic disease », *Advances in Nutrition*, vol. 8, n° 1 (janvier 2017).

<sup>19</sup> Global Burden of Disease 2017 Risk Factor Collaborators, « Global, regional, and national comparative risk assessment of 84 behavioural, environmental and occupational, and metabolic

24. L'examen des politiques et programmes de lutte contre la malnutrition dépasse le cadre du présent rapport<sup>20</sup>, mais il est généralement admis que la lutte contre toutes les formes de malnutrition n'est pas l'apanage d'un seul secteur : les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de la protection sociale, de la planification et de la politique économique ont tous un rôle à jouer, tout comme les responsables politiques. Une série de mesures individuelles, familiales, communautaires, nationales et même mondiales est nécessaire<sup>21</sup>.

### III. Répercussions de la maladie à coronavirus sur le système alimentaire, la sécurité alimentaire et la nutrition

25. Les effets complexes des perturbations économiques et sociales mondiales causées par la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire évolueront au fil du temps et finiront sans doute par toucher tous les aspects de la sécurité alimentaire<sup>22</sup>.

26. Les mesures de confinement ont entraîné des perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement et les interruptions des échanges internationaux ont affecté les producteurs qui dépendent des marchés d'exportation. Des installations de transformation ont en outre dû être fermées lorsque des travailleurs du secteur alimentaire sont tombés malades. Les mesures de distanciation physique et les restrictions de déplacement affectent la production, le transport et la commercialisation d'aliments de grande valeur, à forte intensité de main-d'œuvre, périssables et nutritifs, comme les fruits et légumes, la viande et les produits laitiers. Les prix mondiaux des produits alimentaires de base ont globalement baissé au cours des premiers mois de la pandémie, mais ils ont augmenté ces derniers mois<sup>23</sup>. Des hausses des prix de certains produits alimentaires ont aussi été observées dans certains pays, dont ceux qui dépendent des importations d'aliments.

27. La récession économique provoquée par la pandémie a entraîné des pertes de revenus et de lourdes pertes de moyens de subsistance qui ont eu, à leur tour, des conséquences sur l'accès à la nourriture. La Banque mondiale estime qu'entre 88 et 115 millions de personnes sont retombées dans l'extrême pauvreté en 2020, et que ce chiffre devrait encore augmenter en 2021<sup>24</sup>. L'Organisation internationale du Travail estime que l'équivalent de 495 millions d'emplois à plein temps ont été perdus au cours du deuxième trimestre de 2020. Les pertes de revenus du travail enregistrées au cours des trois premiers trimestres de 2020, par rapport à la même période de 2019, s'élèveraient quant à elles à 3 500 milliards de dollars<sup>25</sup>. Les travailleurs des systèmes alimentaires sont parmi les plus menacés : 35 % des emplois et des moyens de subsistance de ce secteur risquent ainsi d'être compromis. Cela concerne notamment les petits exploitants agricoles, les femmes et les jeunes des zones rurales, les

---

risks or clusters of risks for 195 countries and territories, 1990-2017: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2017 », *The Lancet*, vol. 392, n° 10159 (novembre 2018).

<sup>20</sup> Pour plus d'informations, voir E/CN.9/2020/3 et E/CN.9/2021/3.

<sup>21</sup> FAO *et al.*, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*.

<sup>22</sup> Ce chapitre s'inspire des documents suivants : Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, « Impacts de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition : élaborer des mesures efficaces pour lutter contre la pandémie de faim et de malnutrition », septembre 2020 ; FAO *et al.*, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*.

<sup>23</sup> FAO, Indice FAO des prix des produits alimentaires : <http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/> (consulté le 15 décembre 2020).

<sup>24</sup> Banque mondiale, *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune* (Washington, 2020).

<sup>25</sup> Organisation internationale du Travail (OIT), « Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail », 6<sup>e</sup> éd., 23 septembre 2020.

travailleurs migrants et saisonniers et les travailleurs des secteurs de la transformation et des services alimentaires<sup>26</sup>.

28. En l'absence de filets de protection sociale, les pertes de revenus ont entraîné une diminution des dépenses alimentaires. Les pertes de revenus et la hausse des prix ont une incidence sur la consommation et la nutrition : les ménages pauvres ont en effet tendance à réorienter leurs dépenses vers des aliments moins riches en nutriments, qui ont souvent une forte teneur en sel, en sucre ou en graisses, au détriment des aliments riches en micronutriments.

29. La COVID-19 a aussi fortement perturbé la mise en œuvre des programmes de protection sociale. D'après le Programme alimentaire mondial (PAM), environ 370 millions d'enfants ont perdu l'accès aux programmes d'alimentation scolaire au plus fort des fermetures d'écoles, en avril 2020, et environ 246 millions d'enfants n'y avaient toujours pas accès début décembre<sup>27</sup>. La malnutrition a probablement aussi augmenté en raison de lacunes dans les soins de santé. Les systèmes de santé déjà surchargés sont ainsi contraints de réaffecter à la lutte contre la COVID-19 des ressources normalement allouées à des activités essentielles, notamment les soins prénatals, la supplémentation en micronutriments et la prévention et le traitement de la diarrhée, des infections et de la malnutrition aiguë chez l'enfant<sup>28</sup>.

30. On s'attend à ce que ces perturbations nuisent à l'apport alimentaire des femmes et des enfants, augmentent l'incidence et la durée des maladies chez cette population et accroissent le risque de transmission intergénérationnelle des facteurs de risque liés à une mauvaise santé maternelle<sup>29</sup>. Les données disponibles ne permettent pas de dire quelles seront, à terme, les conséquences de la pandémie sur la malnutrition. Des exercices de modélisation ont montré que la prévalence de l'émaciation modérée ou sévère chez les enfants de moins de 5 ans pourrait augmenter de 14,3 % en raison de la diminution attendue du revenu national brut par habitant liée à la pandémie de COVID-19<sup>30</sup>. Dans l'hypothèse où cette augmentation s'accompagnerait d'une réduction moyenne de 25 % de la couverture des services de santé liés à la nutrition, on enregistrerait 128 600 décès supplémentaires liés à la malnutrition en 2020 chez les enfants de moins de 5 ans<sup>31</sup>. On prévoit également une augmentation des décès maternels, principalement en raison de la suspension d'interventions susceptibles de sauver des vies à l'accouchement et, dans une moindre mesure, de l'interruption des services de planification de la famille et de supplémentation en micronutriments.

31. On constate aussi des liens entre la COVID-19 et le surpoids et l'obésité. Il ressort d'une analyse groupée que les personnes obèses sont plus susceptibles d'être déclarées positives, d'être hospitalisées, d'être admises aux soins intensifs, d'avoir besoin d'un respirateur et de mourir de la COVID-19<sup>32</sup>. L'obésité peut aussi avoir une incidence sur l'efficacité des vaccins. Il se peut en outre que les courbes d'obésité soient influencées par l'évolution des régimes alimentaires (qui privilégient les

<sup>26</sup> ONU, « Note de synthèse : l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition ».

<sup>27</sup> PAM, Global Monitoring of School Meals During COVID-19 School Closures database: <https://cdn.wfp.org/2020/school-feeding-map/> (consulté le 5 décembre 2020).

<sup>28</sup> ONU, « Note de synthèse : l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition ».

<sup>29</sup> Nadia Akseer *et al.*, « COVID-19 pandemic and mitigation strategies: implications for maternal and child health and nutrition », *American Journal of Clinical Nutrition*, vol. 112, n° 2 (août 2020).

<sup>30</sup> Derek Headey *et al.*, « Impacts of COVID-19 on childhood malnutrition and nutrition-related mortality », *The Lancet*, vol. 356, n° 10250 (août 2020).

<sup>31</sup> Timothy Robertson *et al.*, « Early estimates of the indirect effects of the COVID-19 pandemic on maternal and child mortality in low-income and middle-income countries: a modelling study », *The Lancet Global Health*, vol. 8, n° 7 (juillet 2020).

<sup>32</sup> Barry M. Popkin *et al.*, « Individuals with obesity and COVID-19: A global perspective on the epidemiology and biological relationships », *Obesity Reviews*, vol. 21, n° 11 (novembre 2020).

aliments moins chers et ceux qui se conservent plus longtemps) et par l'augmentation de la sédentarité due aux mesures de confinement, mais les données qui permettraient d'étayer ces hypothèses ne sont pas encore disponibles.

32. Les conséquences négatives de la crise (mesures de confinement, interruptions de voyage, pertes d'emploi et maladie) ont touché de manière disproportionnée les travailleurs migrants. Elles ont été particulièrement graves pour ceux d'entre eux qui évoluent dans les secteurs informels ou qui occupent des emplois peu qualifiés<sup>33</sup>. En octobre 2020, la Banque mondiale a estimé que les envois de fonds mondiaux diminueraient de 7,2 % par rapport à 2019 pour s'établir à 508 milliards de dollars, puis qu'ils diminueraient encore de 7,5 % en 2021. Cette baisse risque d'avoir des conséquences sur la sécurité alimentaire des ménages d'origine, qui pourraient également devoir absorber le retour de certains de leurs membres qui avaient émigré.

33. La pandémie de COVID-19 a accru les besoins humanitaires. Selon une estimation du Programme alimentaire mondial, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë<sup>34</sup> pourrait atteindre 272 millions à la fin de 2020 dans 79 des pays et territoires où il travaille, ce qui représenterait une augmentation de plus de 80 % par rapport au nombre enregistré avant la pandémie<sup>35</sup>. Dans une analyse d'alerte précoce des points chauds de l'insécurité alimentaire aiguë, on a recensé 20 pays susceptibles d'être touchés par des pics d'insécurité alimentaire aiguë au début de 2021 en raison de l'extension des conflits, de l'aggravation des crises macroéconomiques due à la COVID-19, des conditions météorologiques extrêmes et des invasions de criquets pèlerins<sup>36</sup>.

34. Les gouvernements ont réagi à la pandémie de COVID-19 en adoptant notamment des mesures de protection sociale et de relance budgétaire. Il existe des liens étroits entre les moyens retenus pour faire face à la crise et les changements politiques nécessaires pour transformer les systèmes alimentaires et garantir ainsi la sécurité alimentaire et une bonne nutrition à long terme.

## IV. Sécurité alimentaire et évolution démographique

### A. Croissance de la population, consommation alimentaire et durabilité

35. Les liens existant entre la croissance démographique et la sécurité alimentaire ne datent pas d'hier. Depuis les années 1960, la production agricole mondiale croît plus rapidement que la population de la planète. Ce succès a cependant un coût élevé. Tout d'abord, les systèmes alimentaires consomment déjà davantage de ressources que ce que la planète est capable de produire et génèrent énormément de pertes et de gaspillage de nourriture. Ensuite, les régimes alimentaires actuels augmentent le risque de mortalité prématurée et la vulnérabilité aux maladies chroniques et aux maladies infectieuses. Enfin, les systèmes alimentaires sont toujours profondément inéquitables, comme en témoignent la persistance de la faim et de l'insécurité

<sup>33</sup> Dilip Ratha *et al.*, *Phase II: COVID-19 Crisis through a Migration Lens*, Migration and Development Brief, n° 33 (Washington, Banque mondiale, 2020).

<sup>34</sup> Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, phase 3 ou plus : [www.ipcinfo.org/ipcinfo-website/ipc-overview-and-classification-system/ipc-acute-food-insecurity-classification/en/](http://www.ipcinfo.org/ipcinfo-website/ipc-overview-and-classification-system/ipc-acute-food-insecurity-classification/en/).

<sup>35</sup> PAM, *WFP Global Update on COVID-19: November 2020 – Growing Needs, Response to Date and What's to Come in 2021* (2020).

<sup>36</sup> PAM et FAO, *FAO-WFP Early Warning Analysis of Acute Food Insecurity Hotspots: October 2020* (Rome, 2020).

alimentaire et les efforts que doivent déployer les travailleurs du secteur pour obtenir des moyens de subsistance décents.

36. La croissance démographique continue entraînera une hausse considérable de la demande de denrées alimentaires d'ici à 2050, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. La demande alimentaire sera également influencée par le vieillissement progressif et par l'urbanisation. Les besoins alimentaires différents des jeunes et des personnes âgées ainsi que les emplois, les conditions de vie et les modes de consommation distincts des populations urbaines et rurales affecteront les besoins énergétiques alimentaires minimums et la demande de divers types d'aliments<sup>37</sup>.

37. La croissance démographique contribue largement à l'augmentation de la demande alimentaire, mais cet effet est aussi exacerbé par l'évolution de la demande (type et volume par personne). L'augmentation du revenu par habitant a fait évoluer les régimes alimentaires : on consomme désormais plus de calories ainsi que des aliments plus variés et plus chers. Un récent exercice de modélisation montre qu'il importe de prendre en compte l'évolution des régimes alimentaires, les tendances en matière d'indice de masse corporelle, d'activité physique et de pertes et de gaspillage de nourriture ainsi que les changements démographiques pour formuler des prévisions concernant la croissance future de la demande alimentaire et son incidence sur la dénutrition, l'obésité et l'environnement<sup>38</sup>.

38. Les systèmes alimentaires sont de plus en plus vulnérables en raison de la pression qu'ils exercent sur les écosystèmes naturels. Plus de 80 % de la production agricole est directement ou indirectement (alimentation animale) destinée à la consommation alimentaire. La production alimentaire occupe actuellement 50 % des terres habitables de la planète, représente 70 % de la consommation d'eau douce et produit environ un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les concentrations élevées de pesticides et d'antibiotiques et leur mauvaise gestion, en particulier dans le secteur de l'élevage, ont entraîné l'évolution et la propagation de bactéries résistantes aux antibiotiques, menaçant ainsi la santé humaine et la durabilité des systèmes de production. La production alimentaire est un facteur important de la perte de biodiversité et de la pollution de l'air et de l'eau et est souvent associée à la mauvaise gestion de produits chimiques, à la déforestation et à la dégradation des sols. La perte d'habitat et les pesticides nuisent aux pollinisateurs et ont des conséquences négatives pour les cultures importantes, tandis que le manque d'eau limite l'expansion de l'irrigation dans certaines régions<sup>39</sup>. L'augmentation de la demande de protéines d'origine animale, l'intensification non durable, l'utilisation et l'exploitation accrues des espèces sauvages et l'allongement des chaînes d'approvisionnement alimentaire sont les principaux facteurs anthropiques associés à l'émergence des zoonoses<sup>40</sup>.

39. Les changements climatiques affectent déjà la sécurité alimentaire, car ils modifient les régimes de précipitations et augmentent la fréquence des événements extrêmes, tels que les vagues de chaleur, les fortes tempêtes, les inondations et les sécheresses. Les effets sont particulièrement graves dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, où de nombreuses personnes dépendent de l'agriculture pour

<sup>37</sup> FAO, *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture : tendances et défis* (Rome, 2017).

<sup>38</sup> Benjamin Leon Bodirsky *et al.*, « The ongoing nutrition transition thwarts long-term targets for food security, public health and environmental protection », *Scientific Reports*, vol. 10, n° 19778 (2020).

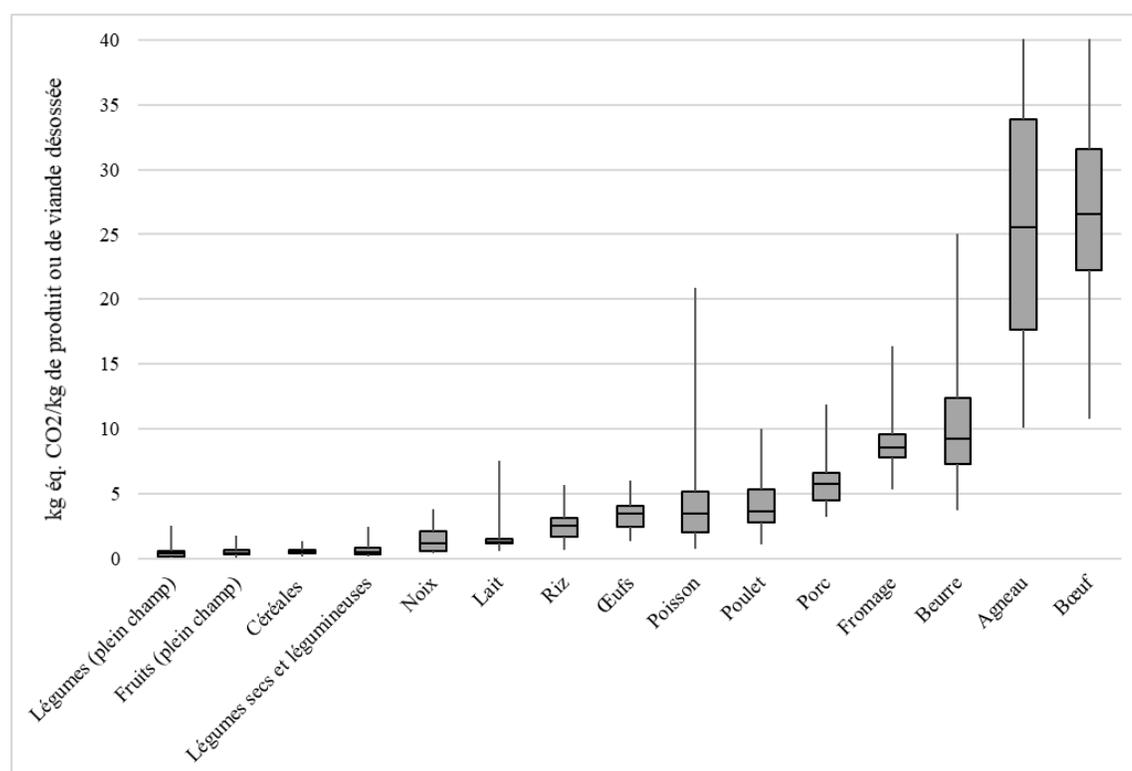
<sup>39</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), *Global Environmental Outlook: GEO 6 – Healthy Planet, Healthy People* (Cambridge, Royaume-Uni, Cambridge University Press, 2019).

<sup>40</sup> PNUE et International Livestock Research Institute, *Prévenir de prochaines pandémies : les zoonoses et comment briser la chaîne de transmission* (Nairobi, PNUE, 2020).

leur subsistance et où la sécurité alimentaire est faible et les capacités d'adaptation sont limitées.

40. Dans les modèles qui prennent simultanément en compte l'incidence des choix alimentaires sur la santé humaine et sur l'environnement, on recense une série d'options qui permettraient de réduire la mortalité prématurée tout en assurant une production alimentaire respectueuse de la planète et de ses ressources limitées<sup>41</sup>. Certains choix alimentaires exercent davantage de pressions sur l'environnement, notamment du point de vue des émissions de gaz à effet de serre (voir figure III), de l'utilisation de l'eau, des terres et de l'énergie et de l'épandage d'azote et de phosphore. Pour encourager l'adoption de régimes plus sains qui tiennent compte des questions de durabilité, il faudrait simultanément mettre en place des campagnes d'éducation nutritionnelle, appliquer des mesures économiques et faire évoluer l'environnement alimentaire. Or d'après une analyse récente, les recommandations alimentaires nationales sont généralement peu respectées. L'application intégrale des recommandations actuelles permettrait de réduire la mortalité prématurée, mais elle ne suffirait pas, en général, à garantir la réalisation des cibles mondiales relatives à la santé<sup>42</sup>. La plupart de ces recommandations n'ont pas été formulées avec l'intention explicite de favoriser la durabilité et il se peut donc qu'elles ne contribuent pas à la réalisation des objectifs relatifs à l'environnement.

Figure III  
Émissions de CO<sub>2</sub> pour certaines catégories d'aliments



Source : Stephen John Clune, Enda Crossin et Karli Verghese, « Systematic review of greenhouse gas emissions for different fresh food categories », *Journal of Cleaner Production*, vol. 140, n° 2 (2017).

<sup>41</sup> Walter Willett *et al.*, « Food in the Anthropocene: the EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems », *The Lancet*, vol. 393, n° 10170 (janvier 2019).

<sup>42</sup> Marco Springmann *et al.*, « The healthiness and sustainability of national and global food based dietary guidelines: modelling study », *The BMJ* 370:m2322 (2020).

41. Les considérations de santé et de durabilité sont étroitement liées au caractère abordable des régimes alimentaires. Ainsi, pour atteindre les objectifs relatifs à la santé et à l'environnement, les habitants des pays à revenu élevé doivent considérablement réduire leur consommation d'aliments d'origine animale. À l'inverse, dans de nombreux pays à faible revenu, la consommation d'aliments d'origine animale ne suffit pas à répondre aux besoins en micronutriments, en particulier chez les jeunes enfants<sup>43</sup>. Il faut donc adopter une approche nuancée au moment de promouvoir des changements alimentaires dans différents contextes et lieux. Des actions doivent aussi être entreprises d'urgence à toutes les étapes de la chaîne alimentaire pour améliorer l'offre d'aliments riches en nutriments (protéines végétales, fruits, légumes, etc.) à des prix abordables<sup>44</sup>.

42. Les pertes et le gaspillage de nourriture représentent 25 % à 30 % de la production alimentaire totale et sont responsables de 8 % à 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre<sup>45</sup>. En réduisant les pertes et le gaspillage, on peut contribuer à nourrir la population mondiale d'une manière durable et respectueuse de l'environnement. Il faut cependant veiller à ce que les interventions visent les bons maillons de la chaîne alimentaire<sup>46</sup>.

43. Les éléments abordés ci-dessus, à savoir la santé humaine, l'environnement et l'économie, sont réunis dans des modèles d'évaluation intégrée et des activités de prospective qui tiennent compte simultanément de multiples variables. La FAO a conçu trois scénarios concernant l'état de l'alimentation et de l'agriculture d'ici à 2050 : a) le scénario « tendances actuelles », dans lequel les tendances récentes se poursuivent et les obstacles auxquels se heurtent les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, notamment les changements climatiques, n'ont pas été écartés ; b) le scénario « vers la durabilité », caractérisé par des politiques proactives visant à promouvoir des systèmes alimentaires et agricoles viables ainsi que par des mesures d'atténuation des changements climatiques ; c) le scénario « sociétés stratifiées », qui table sur l'aggravation des inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays, un faible niveau d'innovation et l'intensification des changements climatiques<sup>47</sup>.

44. Un scénario du type « tendances actuelles » entraînerait une sous-alimentation et une malnutrition importantes d'ici à 2050. Les niveaux de sous-alimentation et de malnutrition pourraient augmenter si l'inégalité des revenus, les possibilités d'emploi et de revenus ou l'accès aux services de base se détérioraient davantage (voir figure IV)<sup>48</sup>. Il est probable que la transition vers des systèmes alimentaires et agricoles durables fera augmenter les prix des denrées alimentaires si tous les coûts de production et de consommation sont pris en compte, y compris la dégradation des ressources et les émissions de gaz à effet de serre. La hausse de prix associée à ces facteurs externes pourrait inciter les populations à faire une utilisation plus prudente des ressources disponibles, entraînant ainsi une réduction du gaspillage alimentaire et

<sup>43</sup> FAO et al., *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*.

<sup>44</sup> Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition, *Future Food Systems: For People, Our Planet, and Prosperity* (Londres, 2020).

<sup>45</sup> Valérie Masson-Delmotte et al. (dir.), *Climate Change and Land: An IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse Gas Fluxes in Terrestrial Ecosystems: Summary for Policymakers* (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2019).

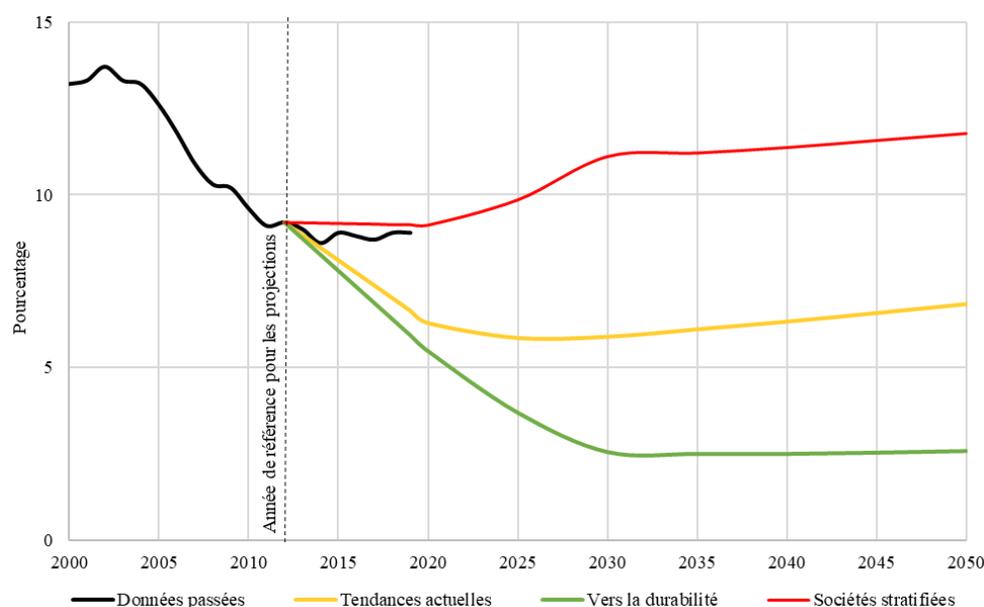
<sup>46</sup> FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2019 : aller plus loin dans la réduction des pertes et gaspillages de denrées alimentaires* (Rome, 2019).

<sup>47</sup> FAO, *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Parcours alternatifs d'ici à 2050* (Rome, 2018). Tous les scénarios partent de l'hypothèse que l'évolution démographique correspondra au scénario médian des projections de l'ONU. Ils tiennent compte de l'évolution des besoins caloriques qu'impliquent les changements prévus dans la structure d'âge de la population.

<sup>48</sup> FAO, *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.

une diminution de la demande de certains aliments, mais elle pourrait également limiter l'accès des personnes pauvres à la nourriture. Des analyses de scénarios ont pourtant montré qu'avec une répartition plus équitable des revenus et des denrées alimentaires dans les pays et entre eux, il est possible de garantir simultanément la durabilité environnementale et la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition<sup>49</sup>.

Figure IV  
Prévalence mondiale de la sous-alimentation, de 2000 à 2050



Sources : Les projections sont basées sur le document de la FAO intitulé *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, et l'année de référence a été ajustée comme dans FAO *et al.*, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*, dont sont tirées les données pour la période allant de 2000 à 2019.

45. Dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, on constate que les efforts déployés pour ralentir la croissance démographique, réduire la pauvreté, faire progresser l'économie, améliorer la protection de l'environnement et réduire les modes de consommation et de production non durables se renforcent mutuellement. On signale également que le ralentissement démographique pourrait améliorer la capacité des pays à éliminer la pauvreté, protéger l'environnement ou réparer les dommages qu'il a subis et jeter les bases du développement durable (par. 3.14). On s'attend à ce que la croissance annuelle de la population mondiale ralentisse à l'avenir et qu'en conséquence, le rôle de la population en tant que moteur de l'augmentation de la production alimentaire diminue progressivement. La croissance démographique aura malgré tout une incidence majeure sur la demande totale de produits alimentaires en 2050 et par la suite. Il serait en effet plus facile de satisfaire cette demande si le ralentissement était plus rapide que ce qui est actuellement prévu.

46. Dans la plupart des simulations, les effets de la croissance démographique ne sont pas considérés isolément. Ainsi, en présence d'autres variables, il est difficile de déterminer l'incidence sur la demande de nourriture ou d'autres ressources des politiques qui influent sur les taux de fécondité et qui sont utilisées pour mettre en œuvre le Programme d'action, comme celles qui visent à améliorer l'accès des

<sup>49</sup> Ibid.

femmes à l'éducation, à l'emploi formel, à la santé et à la planification familiale<sup>50</sup>. Certaines études récentes soulignent les avantages potentiels d'une accélération de la transition démographique pour la sécurité alimentaire<sup>51</sup>. Les approches fondées sur les droits qui visent à assurer l'accès universel aux soins de santé sexuelle et procréative, à protéger les droits en matière de procréation et à éliminer le mariage d'enfants et le mariage précoce ou forcé pourraient entraîner une baisse plus rapide du taux de fécondité en défendant le droit des personnes de décider librement et avec discernement du nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir et du moment de leur naissance.

## B. Transformation agricole et moyens de subsistance

### *Moyens de subsistance ruraux*

47. La part importante que représentait le secteur agricole dans la valeur produite et les emplois dans les sociétés traditionnelles s'est réduite au profit du secteur manufacturier et du secteur des services. Dans de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, cette transition ne s'est pas opérée comme on l'avait vu précédemment dans les pays à revenu élevé<sup>52</sup>. La taille des exploitations agricoles a diminué au lieu d'augmenter et l'écart salarial entre le secteur agricole et les autres secteurs est resté élevé. Dans de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, le secteur manufacturier n'a pas suffisamment élargi les possibilités d'emplois non agricoles. Les secteurs manufacturier et agroalimentaire et le secteur des services connaissent eux-mêmes une intensification du capital du fait de l'adoption de technologies de l'information (robotique, numérisation et intelligence artificielle) qui réduisent le besoin de travailleurs. Les données disponibles à ce jour montrent qu'en Afrique, par exemple, la plupart des emplois créés le sont dans des secteurs à faible productivité, tels que les services informels traditionnels, qui n'offrent pas des conditions de travail décentes. Jusqu'à présent, la transformation rurale et l'urbanisation n'ont presque pas eu d'effet sur l'augmentation de la productivité<sup>53</sup>.

48. Le secteur agroalimentaire représente une source d'emplois indépendants et salariés particulièrement importante dans les pays à faible revenu. L'amélioration des conditions d'emploi dans ce secteur aurait donc des retombées positives considérables pour les moyens de subsistance ruraux. Les emplois du secteur sont souvent caractérisés par un déficit de travail décent. Plusieurs facteurs sont en cause, notamment : la faiblesse des institutions du marché du travail (application de la loi, inspection du travail et conformité) ; la faible productivité ; le caractère informel du secteur ; la mauvaise qualité des infrastructures ; l'accès limité à la protection sociale et à d'autres services, y compris l'éducation et les soins de santé. L'exposition des ouvriers agricoles à divers risques relatifs à la sécurité, à la santé et à l'environnement ainsi qu'à des risques biologiques entraîne d'autres problèmes. L'incidence de la

<sup>50</sup> John Bongaarts et Brian C. O'Neill, « Global warming policy: Is population left out in the cold? », *Science*, vol. 361, n° 6403 (août 2018) ; Wolfgang Lutz et Erich Streissnig, « Demographic aspects of climate change mitigation and adaptation », *Population Studies*, vol. 69, suppl. n° 1 (2015).

<sup>51</sup> Food and Land Use Coalition, *Mieux cultiver : dix transitions critiques pour transformer l'alimentation et l'utilisation des terres* (2019) ; Tim Searchinger *et al.*, *Creating a Sustainable Food Future: Synthesis Report* (Washington, Institut des ressources mondiales, 2018).

<sup>52</sup> Voir E/CN.9/2020/2 ; FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture – Mettre les systèmes alimentaires au service d'une transformation rurale inclusive* (Rome, 2017).

<sup>53</sup> Aidar Abdychev *et al.*, « The future of work in Sub-Saharan Africa », African Department Paper Series n° 18/18 (Washington, Fonds monétaire international, 2018).

pauvreté laborieuse est forte chez les travailleurs agricoles et les familles de ces ouvriers souffrent aussi souvent d'insécurité alimentaire<sup>54</sup>.

49. Même s'ils contribuent fortement à l'approvisionnement alimentaire mondial, les petits producteurs souffrent de précarité et de vulnérabilité économiques. Ils ont besoin que soient adoptés des cadres politiques qui favorisent les investissements dans les technologies permettant d'accroître la productivité et dans les pratiques agricoles durables<sup>55</sup>. Les programmes de protection sociale peuvent associer les prestations sociales à des mesures directes en faveur de l'emploi rural et de la production agricole. Pour appuyer la transformation rurale, les pays doivent garantir l'accès des petits propriétaires aux marchés, aux sources de financement et à la technologie, et promouvoir la transformation numérique en mettant l'accent sur les moyens de subsistance ruraux et l'emploi des jeunes.

50. Les emplois du secteur agroalimentaire sont considérés comme « essentiels » dans de nombreux pays dans le contexte de la COVID-19, mais les mesures adoptées pour ralentir la pandémie pourraient mettre à rude épreuve la capacité de l'industrie à continuer de répondre à la demande, de fournir des revenus et des moyens de subsistance et de garantir la sécurité et la santé des travailleurs et des producteurs agricoles.

#### *Liens entre zones urbaines et rurales*

51. L'expansion des villes a considérablement modifié le paysage et la complexité des systèmes alimentaires. Les villes présentent un grand attrait économique pour les populations des régions environnantes et servent de plaques tournantes pour la communication et le transport. Dans 23 pays d'Afrique, la part des aliments consommés en milieu urbain dépasse 50 %<sup>56</sup>. Les centres urbains influencent les salaires pratiqués dans les zones rurales voisines, de même que le prix des intrants et les types d'intrants utilisés, la valeur des biens fonciers et la production agricole, qui privilégie les produits de valeur élevée. L'influence se manifeste également dans la commercialisation agricole : un nombre croissant de petites et moyennes entreprises sont en effet impliquées dans la transformation, le commerce et la vente au détail des produits agricoles. Les marchés alimentaires de gros des villes deviennent d'importants centres de distribution, ce qui confère aux autorités municipales un rôle clé dans la politique agricole.

52. Les zones rurales doivent être reliées par des infrastructures physiques et numériques aux villes et aux petites villes, où les activités de stockage et de transformation peuvent générer des emplois supplémentaires<sup>57</sup>. En Afrique subsaharienne, où les pertes après récolte sont courantes et où la surveillance de la sécurité sanitaire des aliments reste une préoccupation, les petits exploitants gagneraient à disposer de meilleures installations de stockage<sup>58</sup>.

53. La sécurité alimentaire des populations urbaines, et en particulier l'accès à la nourriture des pauvres des villes, était déjà une préoccupation majeure avant la COVID-19. La pandémie perturbe les systèmes alimentaires urbains du monde entier et touche tout particulièrement les secteurs de la distribution et de la vente au détail

<sup>54</sup> Fonds international de développement agricole, *Rapport sur le développement rural 2016 : encourager une transformation inclusive du monde rural* (Rome, 2016).

<sup>55</sup> FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2017*.

<sup>56</sup> Alliance pour une révolution verte en Afrique, *Africa Agriculture Status Report: Feeding Africa's Cities - Opportunities, Challenges, and Policies for Linking African Farmers with Growing Urban Food Markets* (Nairobi, 2020).

<sup>57</sup> FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2017* ; [A/75/272](#)

<sup>58</sup> Megan Sheahan et Christopher B. Barrett, « Review: food loss and waste in sub-Saharan Africa », *Food Policy*, vol. 70 (juillet 2017).

de produits alimentaires<sup>59</sup>. Les autorités municipales et locales jouent un rôle crucial pour ce qui est de prévenir la propagation du virus de la COVID-19 et d'atténuer simultanément les perturbations des systèmes alimentaires urbains et les effets négatifs sur les populations vulnérables.

*Inégalités, y compris les inégalités de genre*

54. Les femmes représentent plus de 37 % de la main-d'œuvre agricole dans le monde, un chiffre qui s'élève à 48 % dans les pays à faible revenu<sup>60</sup>. Les femmes et les filles font l'objet de discriminations explicites et implicites dans l'accès aux principales ressources productives. Elles sont victimes de discrimination salariale sur les marchés du travail ruraux et sont souvent plus susceptibles que les hommes d'occuper des emplois à temps partiel ou des emplois saisonniers ou faiblement rémunérés. En outre, il n'est pas rare qu'elles travaillent sur des exploitations familiales sans percevoir de rémunération. Cette discrimination limite l'accès des femmes aux moyens de production, aux intrants et services (terre, bétail, main-d'œuvre, éducation, etc.) ainsi qu'aux services de vulgarisation et aux services financiers. Elle a une incidence sur leur bien-être et celui de leur famille, certes, mais elle entraîne aussi des pertes de productivité qui pèsent lourdement sur l'économie. On pourrait ainsi augmenter considérablement le rendement des exploitations agricoles détenues ou exploitées par des femmes en veillant à ce qu'elles aient le même accès aux ressources productives que les hommes.

55. Avec les mesures de confinement associées à la COVID-19, il est plus difficile pour les femmes rurales d'assumer le rôle qui leur incombe dans le maintien de la sécurité alimentaire de la famille en tant que productrices ou exploitantes agricoles, transformatrices de produits alimentaires, commerçantes, salariées ou entrepreneures. D'après des analyses des questions de genre, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à mentionner comme principales conséquences de la pandémie les pertes de revenus et le manque de nourriture<sup>61</sup>. On assiste en outre à une augmentation de la charge de travail domestique des femmes en raison de la fermeture des écoles et des besoins supplémentaires en matière de soins des membres du ménage atteints de la COVID-19. On s'inquiète aussi que les tensions provoquées par les mesures de confinement et les fermetures d'entreprises entraînent une augmentation de la violence fondée sur le genre. Il est essentiel de déterminer qui sont les personnes les plus vulnérables, tant chez les femmes et les filles que chez les hommes et les garçons, et de concevoir des mesures visant à réduire l'exposition de ces personnes aux risques et à améliorer leur accès aux services d'aide<sup>62</sup>.

56. Il est aussi crucial de concevoir et de mettre en œuvre des mesures de protection sociale tenant compte des questions de genre pour réduire les risques et faire en sorte que les femmes rurales bénéficient de ces interventions dans des conditions d'égalité avec les hommes. En outre, pour que les points de vue et les besoins des femmes soient dûment pris en compte, il faut veiller à ce qu'elles participent au processus décisionnel ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies de riposte à la COVID-19. Enfin, l'analyse des questions de genre et la collecte de données

<sup>59</sup> ONU, « Note de synthèse : l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition ».

<sup>60</sup> FAO, « Data snapshot: using sex-disaggregated data to better understand gender gaps in agriculture » (à paraître).

<sup>61</sup> Emily Janoch, « She told us so: rapid gender analysis – filling the data gap to build back equal », septembre 2020.

<sup>62</sup> FAO, « Gendered impacts of COVID-19 and equitable policy responses in agriculture, food security and nutrition », 15 mai 2020 ; ONU, « Policy brief: the impact of COVID-19 on women », 9 avril 2020.

ventilées par âge et par sexe font partie intégrante du suivi des conséquences liées au genre et de la conception éclairée des mesures de riposte<sup>63</sup>.

57. Les jeunes ruraux, en particulier les femmes, ont un accès limité aux ressources productives (terre, infrastructure, capital, crédit, technologie, marchés, information, éducation et formation) et ils sont environ trois fois plus susceptibles que les adultes d'être au chômage. Combinées à d'autres facteurs, ces difficultés incitent les jeunes ruraux à migrer vers les zones urbaines ou à l'étranger. L'absence de ressources et de perspectives pour les jeunes des zones rurales et urbaines peut avoir des effets perturbateurs : elle peut notamment pousser ces jeunes à entreprendre des migrations dangereuses ou entraîner des risques d'agitation sociale.

58. Dans de nombreuses régions du monde, on assiste au vieillissement des populations rurales et de la main-d'œuvre agricole. En Afrique et en Asie, une part importante de la population active âgée travaille dans le secteur agricole<sup>64</sup>. Il est important de veiller à ce que les agriculteurs âgés aient eux aussi accès aux technologies et aux ressources productives. On peut par ailleurs contribuer à réduire la pauvreté et la faim dans de nombreux pays d'Asie et d'Afrique en garantissant l'égalité d'accès aux terres et en améliorant la sécurité des droits fonciers des femmes âgées.

*Rôle de la technologie, des données et de l'innovation dans l'alimentation durable et l'amélioration des moyens de subsistance à l'échelle mondiale*

59. La production alimentaire devra être revue en profondeur si l'on souhaite pouvoir surmonter les obstacles qui compromettent la sécurité alimentaire, la durabilité et la pérennité des moyens de subsistance. Les nouvelles technologies visent à rendre l'agriculture plus résiliente et plus productive et à améliorer la tolérance des cultures et des animaux d'élevage aux maladies, aux nuisibles et aux agressions environnementales, notamment aux conséquences des changements climatiques<sup>65</sup>. Ces technologies peuvent participer à rendre la production alimentaire plus abondante et plus sûre avec moins de ressources, tout en réduisant l'empiétement sur les écosystèmes naturels, y compris les forêts et les zones humides. Toutefois, les applications de technologies agricoles doivent être évaluées selon la manière dont ces technologies répondent aux besoins et aux demandes des familles d'agriculteurs en ce qui concerne l'amélioration de la productivité et des revenus ainsi que de leur contribution au développement durable (voir [A/74/238](#)). Les approches agroécologiques n'ont pas un caractère directif : elles privilégient l'intégration des savoirs locaux et autochtones et la participation au développement d'innovations<sup>66</sup>.

60. Avec l'analyse des mégadonnées, le calcul de haute performance et les systèmes de positionnement par satellite, on met l'apprentissage automatique au service de la gestion des cultures, du bétail, de l'eau et des sols. Les agriculteurs peuvent aussi s'appuyer sur ces outils pour adapter les applications d'intrants et prendre en temps réel des décisions éclairées. Des mégadonnées sur les conditions et les caractéristiques de la production, de la transformation, de la distribution et du stockage sont générées rapidement à toutes les étapes des chaînes de valeur agricoles afin d'assurer un suivi en temps réel.

<sup>63</sup> Ibid.

<sup>64</sup> Sif Heide-Ottosen, *The Ageing of Rural Populations: Evidence on Older Farmers in Low and Middle-Income Countries* (Londres, HelpAge International, 2014).

<sup>65</sup> Forum politique de haut niveau pour le développement durable, « Ending hunger and achieving food security for all », note de référence pour la session 2020, 2020.

<sup>66</sup> Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, *Approches agroécologique et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition* (Rome, 2019).

61. Cependant, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire dépendent de plus en plus de grandes plateformes de données gérées par un petit nombre d'entreprises pour combler leurs besoins en matière de technologie numérique. Ces plateformes contiennent une somme impressionnante d'informations sur les processus de production et de consommation, mais on ne connaît pas encore avec précision l'incidence qu'elles peuvent avoir sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus. Il convient par ailleurs de clarifier la question de la propriété des données. Les modalités de gouvernance des données devraient en effet promouvoir l'ouverture et la transparence, garantir la confidentialité des données personnelles et servir à renforcer la confiance des petits exploitants et des agriculteurs pauvres.

62. Avec l'utilisation de la robotique, des drones, des moissonneuses automatiques et de l'intelligence artificielle, l'automatisation de l'agriculture s'accélère et la productivité et l'efficacité augmentent. L'automatisation pourrait cependant aussi avoir des effets négatifs importants sur l'emploi, en particulier dans les pays où une forte proportion de la main-d'œuvre est employée dans le secteur agricole. Malgré les gains de productivité enregistrés, on pourrait ainsi assister à une aggravation de la pauvreté<sup>67</sup>.

## V. Conclusions et recommandations

63. **Le monde n'est pas en voie d'éliminer la faim d'ici à 2030. Après des dizaines d'années de progrès, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté ces dernières années et la situation a été encore aggravée par les effets de la COVID-19. En outre, 3 milliards de personnes dans le monde n'ont pas les moyens de s'alimenter sainement.**

64. **Les caractéristiques et les tendances démographiques sont directement liées aux cinq pistes d'action du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, à savoir l'amélioration de l'accès à des aliments sains et nutritifs, la transition vers des modes de consommation durables, la promotion d'une production respectueuse de la nature, l'adoption de moyens de subsistance équitables et le renforcement de la résilience. Les gouvernements sont encouragés à participer activement aux préparatifs du Sommet sur les systèmes alimentaires et à se concerter avec diverses parties prenantes afin de recenser les moyens qui permettraient d'améliorer l'action collective aux niveaux territorial, national, régional et mondial.**

65. **Les initiatives visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (programmes ciblés de protection sociale, mesures de protection pour les travailleurs vulnérables du système alimentaire et pour les pays dépendant des importations, accroissement de la diversité et de la résilience des systèmes de production et de distribution, etc.) peuvent également contribuer à la transformation à long terme des systèmes alimentaires.**

66. **Une croissance démographique plus lente associée à des modes de consommation et de production plus responsables permettrait d'alléger les pressions exercées sur les écosystèmes, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de disposer de plus de temps pour recenser et adopter de nouvelles technologies visant à atténuer les effets négatifs des changements climatiques ou à faciliter l'adaptation.**

---

<sup>67</sup> Ibid.

67. Une transformation durable des systèmes alimentaires et agricoles est nécessaire à l'échelle mondiale et à tous les niveaux. Elle exigera une coopération au niveau mondial (coopération régionale et coopération Sud-Sud) et une collaboration étroite avec les parties prenantes, y compris le secteur privé et la société civile. Toutefois, il n'existe pas de formule passe-partout : les politiques doivent tenir compte du contexte local et des répercussions d'une telle transformation sur les moyens de subsistance des travailleurs agricoles et les possibilités d'emploi qui leur sont offertes.

68. Il faudra, pour mettre en place des systèmes alimentaires viables, réduire les pertes de denrées alimentaires en améliorant les installations de stockage et l'organisation des chaînes de valeur, en particulier dans les zones défavorisées, et en diminuant le gaspillage alimentaire dans la vente au détail comme au niveau des consommateurs, surtout dans les pays à revenu élevé.

69. Les gouvernements pourraient envisager d'adopter et de renforcer les politiques (mesures d'incitation, règlements, recommandations alimentaires, etc.) qui poussent les gens à adopter un régime sain basé sur des aliments pouvant être produits de manière viable. Ils peuvent mettre en place des incitations commerciales en faveur des changements de production et s'appuyer sur l'éducation des consommateurs et les programmes scolaires pour modifier les habitudes de consommation.

70. Les gouvernements pourraient intégrer l'éducation et l'assistance en matière de nutrition dans les programmes scolaires ou dans les programmes relatifs à la protection sociale, la sécurité alimentaire et les soins de santé, notamment ceux qui concernent les services de santé sexuelle et procréative.

71. Les politiques gouvernementales visant à promouvoir des régimes alimentaires sains devraient être axées sur des mesures capables de réduire simultanément les risques de carences nutritionnelles associées à l'insuffisance pondérale, à l'émaciation et au retard de croissance, d'une part, et les déséquilibres alimentaires responsables de la prévalence croissante de la surcharge pondérale et de l'obésité.

72. Les gouvernements pourraient mettre en œuvre des politiques et des programmes permettant d'accroître les revenus des personnes pauvres ainsi que les possibilités qu'elles ont d'acquérir des revenus et de fournir un complément de revenu si nécessaire.

73. Les gouvernements pourraient veiller à ce que les programmes et les politiques qui visent à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la protection sociale bénéficient aux femmes, aux jeunes, aux personnes âgées et aux autres personnes qui se trouvent en situation de vulnérabilité. Il faudra mobiliser de nombreux acteurs et partenaires pour coordonner les multiples politiques et programmes relatifs au domaine et veiller à ce que tous les êtres humains aient accès aux moyens de subsistance dont ils ont besoin pour échapper à la pauvreté, assurer leur sécurité alimentaire et combler d'autres besoins.

74. Il est demandé instamment aux gouvernements d'accroître l'aide humanitaire, notamment en positionnant des réserves de denrées dans les pays touchés par des crises alimentaires, en renforçant les systèmes alimentaires locaux et en améliorant l'accès des plus pauvres et des plus vulnérables à une alimentation saine, nutritive et suffisante.

75. Les gouvernements et les organisations internationales pourraient veiller à ce que les règles commerciales applicables aux produits alimentaires et agricoles tiennent compte de leurs incidences sociales et environnementales. Ils pourraient

en outre empêcher la concurrence déloyale contre les pays ayant des réglementations environnementales et sociales plus strictes.

76. Des investissements importants devront être faits dans la recherche, le développement et le capital humain pour adapter les nouvelles technologies agricoles aux contextes locaux et les rendre abordables pour tous les producteurs. Les savoirs locaux et traditionnels devraient par ailleurs jouer un rôle clé dans leur développement. Les gouvernements peuvent créer des incitations commerciales et des cadres réglementaires pour encourager l'innovation et renforcer le capital humain. Les mégadonnées peuvent être utilisées avec profit dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, mais les questions relatives à la propriété, la concentration, le contrôle et la confidentialité des données doivent être abordées par les gouvernements et la communauté internationale.

77. Les gouvernements et la communauté internationale sont instamment invités à encourager la recherche et la collecte de données afin d'améliorer la surveillance de l'état nutritionnel (y compris les carences en micronutriments) de tous les groupes de population. Des recherches sont également nécessaires pour trouver les meilleures pratiques permettant d'améliorer la nutrition, notamment celles visant à freiner la prévalence croissante de l'obésité.

---